

la nouvelle
ACTION FRANÇAISE

avortement

**10.000
médecins
disent
NON**

10 000 médecins contre

déclaration du comité directeur

La N.A.F., prenant connaissance du projet du gouvernement, constate qu'il supprime pratiquement toute interdiction de l'avortement.

On prétend que cette autorisation « n'obligera personne à avorter », que les consciences seront libres. Curieux argument ? Pourquoi ne pas autoriser la suppression des vieux parents passé l'âge de soixante-dix ans ? Personne bien entendu ne serait obligé de le faire...

Quant à aligner le droit sur la pratique, pourquoi pas pour les chèques sans provision ?

Il y a pire : la loi, qu'on le veuille ou non, et même appliquée de façon très indulgente, garde son aspect pédagogique. Comment ceux qui hésitent à consommer ce drame pourront-ils résister si la loi le déclare permis ?

Sur le plan de la réforme législative, la N.A.F. observe que cette loi intervient sous la pression d'un groupe déterminé qui s'impose faussement comme reflétant la volonté générale.

Il n'est pas admissible que la loi puisse être le résultat d'un groupe de pression.

Il n'est pas admissible que la loi puisse même être le résultat d'une opinion passagère de la majorité, et déterminer la vie de la nation sans référence à ce qui est fondamentalement en cause.

A plus forte raison, lorsqu'il s'agit d'autoriser ou d'interdire la suppression physique d'un être vivant, seule la considération de cet être vivant doit dicter la loi, et non l'opinion.

La législation sur l'avortement pose donc un problème politique, sur le plan le plus élevé. Il s'agit de savoir si la société doit ou non protéger l'existence de ses membres, spécialement les plus faibles, contre les menées et les désirs meurtriers des plus forts qui prétendent établir leur liberté sur la suppression d'un faible.

Le nazisme avait choisi d'exalter les forts et de supprimer les mal-formés. Au nom de la volonté de puissance, de la race et de la sélection biologique d'un homme nouveau.

La France aujourd'hui choisirait-elle, au nom de la liberté que réclament certaines femmes, de supprimer l'être qui a commencé de vivre en elles et qui les dérange ?

Choisirait-on, au nom d'une sélection eugénique, d'autoriser la suppression avant qu'ils ne soient trop voyants, des êtres difformes ?

Ce retour à la barbarie serait en même temps une grave erreur politique :

— parce qu'il réintroduirait dans la société le droit du plus fort, attaquant ainsi la notion même du droit, sans lequel il n'existe pas de paix sociale, et même pas de vie sociale du tout ;

— parce qu'il serait le pire des malthusianismes, avec toutes ses conséquences.

Le remède à la misère des femmes que l'attente d'un enfant met dans une situation dramatique n'est pas dans l'avortement, mais dans un ensemble de mesures sociales.

Mais instaurer l'autorisation légale de l'avortement c'est appeler à l'insurrection.

Car si l'Etat ne remplit plus son rôle de protecteur de la vie des êtres qu'il régit, si petits, si humbles qu'il soient, s'il interdit de s'attaquer à un chien et autorise de détruire un petit d'homme, rien ne légitime plus son pouvoir ni ses ordres.

**Le Comité Directeur
de la Nouvelle Action Française.**

le sacré devient fou

Les appétits violents, les instincts primaires, la jouissance immédiate sont devenus les nouveaux dieux et c'est au nom de ce sacré-là que l'on consommera tous nos crimes.

Qu'il faille aujourd'hui démontrer, à l'aide des sciences médicales et avec toute la froide rigueur des raisonnements mathématiques, que l'homme s'enracine dans les profondeurs de son être dès l'instant de sa conception, prouve la terrible surdité d'un siècle qui s'étant fermé au sacré, crève sous le plomb de sa rhétorique vaniteuse.

L'avortement pose la question fondamentale, celle de la vie jointe au droit de tuer et, face à cela, toute dérobade logomachique, toute morale alimentaire, sont à la fois impuissantes et scandaleuses. Il est scandaleux de circonscrire une interrogation à ce point essentielle dans le champ inerte du numérique ou des statistiques. Il est scandaleux de mettre en équations, courbes et graphiques, ce bien inestimable qui nous a été confié plus que nous n'en sommes propriétaires, et qui s'appelle la Vie.

Enfin, est-ce de chiffres qu'il s'agit ? Et qui prétendrait faire le bilan de sa vie en termes comptables, avec recettes, dépenses et solde ? Personne, à l'évidence, tant le pressentiment d'un ordre supérieur fait échapper l'humain au monde aveugle du quantifiable. Personne ne se risquerait à réduire la vie d'un être cher et disparu à la trajectoire folle d'un composé azoté qui, un jour, s'est dissout dans l'élémentaire parce que telle est la loi.

La seule idée de cette réduction est intolérable. Car d'où viendrait alors cette crispation intime du cœur au simple souvenir du visage

aimé, du sourire une fois entrevu ? Elle n'aurait pas de sens et tout serait vain.

Tous s'accordent sur la présence de l'invincible et du sacré en chaque être vivant, fût-il le plus misérable, tous ont vu au moins une fois briller l'étincelle divine dans un regard ami, mais hélas tous ne veulent pas reconnaître que cela les dépasse et qu'ils n'y peuvent rien changer.

Trouver juste de laisser la vie à la merci des passions ou des égoïsmes est plus que criminel. Il faudrait que chacun comprenne qu'il ne peut se décider sur ce point sans s'impliquer totalement, et que prenant le parti de tuer dans le germe ce Dieu que tout homme porte en soi, c'est plus que lui-même qu'il tue, c'est l'existence toute entière.

Ce débat ne sera pas confié aux généticiens car ils n'en savent pas plus que les autres. Toutes les disputes sur l'évolution organique de l'être sont absolument vaines. Enfin qu'importe le stade d'encéphalisation au regard du principe qui produit ce merveilleux mouvement ?... Quelles idioties ! Jamais l'on ne pourra délimiter un seuil biologique nécessaire à l'apparition de la psyché ou de l'âme.

Dire à quel moment « est » l'homme, c'est dire qui « est » homme et qui ne l'est pas, c'est opérer une césure arbitraire entre la vie humaine et l'humain, partageant le monde entre ce qui doit y prospérer et le monstrueux que l'on doit détruire.

Pour les nazis ce monstrueux était la race élue, le peuple juif, mais demain qui désignera-t-on ? Les fous, les anormaux sexuels, les handicapés, les chevelus ?... Qui donnera le critère intangible et quel sera ce « label » d'humanité ?

Ce critère n'a pas encore été défini, mais c'est une question de temps. Tout concourt maintenant à sa mise à jour, car rien ne s'oppose plus au simple fait qu'il y ait un critère : la vie n'est plus sacrée. Ce sont les appétits violents, les instincts primaires, la jouissance immédiate qui sont devenus les nouveaux dieux et c'est au nom de ce sacré-là, véritablement diabolique, que l'on consommera tous nos crimes.

Mai 1968 : la jeunesse se découvre « vivre » en mêlant aux vociférations et aux injures, les clameurs de la fête. A Dieu plaise que ce ne soit le macabre qui prévaille maintenant et qu'il ne reste plus de ces cortèges printaniers que le deuil d'un Absolu avorté.

C'est la porte ouverte au meurtre rituel..., le sacrifice humain rejaili des tréfonds de l'histoire. Mais c'est encore pire que cela, car autrefois il y avait des Dieux et le sang ne coulait pas en vain.

L'avortement public qui devait avoir lieu à Grenoble est comme une illustration terrifiante de la renaissance de ce sacré sauvage et sanguinaire. Au festival pop d'Altamont ou d'Atlanta, je ne sais plus, les Rolling Stones, nouveaux dieux barbares, payent en caisses de bière une horde de Hell's Angels, à moitié ivre et droguée, pour faire le service d'ordre. Les idoles bardées de violence célèbrent l'office païen quand, au plus fort de l'extase collective, un homme s'écroule frappé à mort. Il avait voulu aller toucher le manteau d'un dieu, un mauvais ange l'a abattu comme un chien. Laisserons-nous le sang couler encore longtemps ?

Philippe DUC-MAUGÉ.

l'avortement

déclaration des médecins de france

A chaque instant de son développement, le fruit de la conception est un être vivant, essentiellement distinct de l'organisme maternel qui l'accueille et le nourrit.

De la fécondation à la senescence, c'est ce même être vivant qui s'épanouit, mûrit et meurt. Ses particularités le rendent unique et donc irremplaçable.

De même que la médecine reste au service de la vie finissante, de même elle la protège dès son commencement. Le respect absolu dû aux patients ne dépend ni de leur âge, ni de la maladie ou de l'infirmité qui pourrait les accabler.

Devant les détresses que peuvent provoquer des circonstances tragiques, le devoir du médecin est de tout mettre en œuvre pour secourir ensemble la mère et son enfant.

C'est pourquoi l'interruption délibérée d'une grossesse pour des raisons d'eugénisme, ou pour résoudre un conflit moral, économique ou

social, n'est pas l'acte d'un médecin.

Docteurs :

Abadie André, dermat., 64 - Pau.
Abbatucci Séverin, cancér., 14 - Caen.
Abbou-Sydney, chir., 75 - Paris.
Abeille Jean-Pierre, gyn.-acc. 94 - Charenton.
Abeille Joseph, biol., 13 - Marseille.
Abitbol Paul, gén., 53 - Lassey.
Abos Claude, O.R.L., 17 - Rochefort.
Aboudaram Robert, stom., 75 - Paris.
Abram Guy, gén., 13 - Marseille.
Accar Roger, chir., 27 - Pont-Audemer.
Accarion Jean, gén., 14 - Caen.
Achard Jack, prof. agr., 49 - Angers.
Achard Pierre, gén., 92 - Asnières.
Achard Michel, O.R.L., 92 - Bois-Colombes.
Achard François, cardi., 78 - Vésinet.
Ache Jean, gén., Grenade 31 - Garonne.
Aches-Dubois Xavier, phtis., 35 - Rennes.
d'Acremont Jean, gén., 45 - Chalette.
Adam Henri, prof. neuro-chir., 14 - Caen.
Adam Jean-Paul, gén., 16 - Cognac.
et 10.000 autres médecins...

une protection nécessaire

Réclamer l'interdiction de l'avortement, ce n'est pas s'acharner à la répression de malheureuses, c'est exiger la sauvegarde de la vie des plus petits.

Dans cette question de l'avortement, le problème législatif ne peut être éludé.

Il n'y a pas de position moyenne. Ou la loi autorise l'avortement, ou elle l'interdit.

Si elle l'autorise, elle permet la suppression physique d'êtres de l'espèce humaine. Si elle l'interdit, elle protège ces êtres.

Réclamer l'interdiction de l'avortement ce n'est donc pas s'acharner à la répression de malheureuses, c'est exiger la sauvegarde de la vie des plus petits. On l'oublie trop, et du côté de ceux qui ne pensent qu'à la mère, et du côté de ceux qui peut-être n'ont pas grande pitié pour la mère.

Le problème est-il donc insoluble ? Non, si l'on veut bien y réfléchir avec intelligence — et sans autre passion que l'amour.

INTERDICTION ET REPRESSION

Une loi peut déclarer un acte criminel sans que les juges envoient tous les contrevenants à la guillotine, et que l'opinion soit obligée d'y ajouter une réprobation sans pardon.

La loi interdit un acte, de façon générale. Les tribunaux jugent un homme déterminé. La peine rachète.

La répression peut donc — doit donc être modérée, adaptée au délinquant, humaine, sans pour cela remettre en cause le principe qui édicte l'interdiction.

Il est possible de juger celles qui ont enfreint l'interdiction de l'avortement avec une indulgence proportionnée à la dégradation de l'opinion et à la dureté des temps sans remettre en cause la protection générale que la loi doit à l'être humain dès sa conception.

CONTRE LA MORT : TOUS LES MOYENS

Si la loi d'interdiction apparaît comme une protection nécessaire de l'être humain de la

conception à la naissance, bien d'autres lois, et bien d'autres moyens sont indispensables pour éviter l'avortement.

Le programme défini à Strasbourg par l'association « Laissez-les vivre » montre la voie : supprimer l'iniqité des charges familiales devant l'impôt ; organiser l'indépendance matérielle des filles-mères ; réduire le travail maternel sans diminution du revenu familial ; prévoir des logements pour les familles de plus de quatre enfants (cela n'existe pas en H.L.M. !) ; allocations pour la charge des handicapés.

Voilà en tout cas pour le côté matériel. Et la société n'y perdra rien. Quand les enfants ne seront plus assez nombreux pour entretenir les vieux, il sera trop tard. Et juste retour des choses, ils proposeront peut-être de faire monter au cocotier des vieillards inutiles.

Mais il y aurait encore bien d'autres mesures que sociales et économiques pour apporter remède à l'avortement. La recherche médicale, qui réduit les catégories d'inadaptés et les cas de grossesse dangereuse pour la mère.

Education ? Oui aussi bien sûr, mais éducation à la vie, et non à une mentalité suicidaire comme cette façon générale d'envisager la contraception.

Développement de l'adoption. Sait-on combien de milliers de foyers attendent depuis des années de pouvoir adopter un enfant (et beaucoup en adopteraient plusieurs), alors qu'on jette des fœtus à la poubelle ?

Mais la lutte pour la vie n'est pas seulement affaire de lois, affaire d'Etat. A chacun notre responsabilité, qui n'est plus du domaine politique. Envers cette mère affolée par les difficultés, révoltée contre l'irréversible, qui refuse de porter à terme un enfant, nous qui vivons tranquilles, quel geste d'amour aurons-nous pour l'aider à retrouver le sens de cette espérance incarnée ?

Hervé CATTÀ.

EDITORIAL

C'est donc décidé. M. Messmer a tenu lui-même à en avertir le pays : désormais, on pourra se faire avorter gratis, tous frais remboursés par la Sécurité sociale. On pourra. Le Premier ministre a eu le mérite, reconnaissons-le, de préciser que ce ne serait pas obligatoire. Le cher homme !

Retenons son nom : Messmer. Pour la postérité, ce sera Messmer-avortement.

Retenons cet autre nom : Poniatowski. Le prince Poniatowski, ministre de la Santé, fleuron de l'aristocratie. L'homme des républicains indépendants, de Giscard d'Estaing, chef de file de la droite française. Poniatowski se vante dans les dîners fins où se retrouve le gratin de la bourgeoisie, d'être le véritable auteur de la loi, d'avoir passé outre à tous les scrupules de conscience de ses collaborateurs.

Je n'oublie évidemment pas M. Pompidou.

Que l'on ne nous parle plus des nanas hystériques du M.L.F., ou de quelques intellectuels de gauche qui se sont excités ces temps derniers. Il n'y a de ce côté que menu fretin, comparaison faite avec les hauts et puissants personnages qui ont pris leur responsabilité en connaissance de cause.

Ah ! le gauchisme avait bon dos. On allait lui régler son compte à cette charogne. L'ordre moral reprendrait le dessus. Foi de Marcellin-Galley-Druon-Royer. Eh bien c'est le ministère de l'ordre moral qui aura perpétré le crime.

Ça vous étonne ? Moi pas.

Un certain M. Thiers s'indignait aussi des crimes des gauchistes de son temps. Il n'en fut pas moins cent fois plus criminel qu'eux.

Notre grande bourgeoisie ne se montre pas indigne de ce glorieux prédécesseur.

Elle montre ce qu'elle a dans les entrailles, dans le cœur. Il y a une vocation au meurtre perpétuel chez ces gens.

Leur dieu. C'est leur ventre, aurait dit saint Paul.

Et puis, cela fait beau temps que nous le disons : la société de consommation dont ces messieurs sont les gestionnaires éclairés a sa propre philosophie : l'hédonisme le plus méprisable. Empiffrez-vous dans vos grandes bouffes à en crever, forniquez par tous les moyens, tout le reste vous sera donné par surcroît.

Classe basse, classe lâche, disait déjà Maurras.

Société maudite.

Etat assassin.

Un certain nombre d'entre nous ont la ferme conviction que pour venir à bout de tout cela, il faudra beaucoup moins de scrupules qu'ils n'en ont pour tuer les enfants.

Gérard LECLERC.

Ce numéro définit la position officielle de la N.A.F. sur l'avortement : il doit être diffusé le plus largement possible. Il est disponible au siège de la N.A.F.

Pour ceux qui commanderont plus de 10 exemplaires, le numéro sera facturé à 50 centimes.

La semaine dernière, Bertrand Renouvin a rappelé l'histoire de l'Action française sous l'angle stratégique, c'est-à-dire celui de la conquête de l'Etat et du chemin qui y mène (La N.A.F. et l'héritage de l'A.F., N.A.F. n° 109).

Des différentes leçons de cette histoire, retenons surtout celle-ci : élaborer une voie vers la prise du pouvoir suppose avant tout une étude très scrupuleuse de la société de son temps.

Fidèle à cet enseignement, Gérard Leclerc trace ici les grandes lignes de la société française en 1973 et tire de cette analyse les premières conclusions pour la Nouvelle Action française.

Etudier la société dans laquelle nous vivons reste une tâche complexe parce qu'il n'est pas possible de le faire sans se référer à une histoire dont le moment présent n'est que le produit, mais aussi parce que le corps social comporte plusieurs niveaux d'analyse qu'il faut toujours avoir présents à l'esprit sous peine de ne pas saisir le réel.

Empruntons le schéma d'Althusser qui peut nous donner ici une indication : toute société s'étudie à la fois au niveau économique (production - consommation), politique (les institutions) et idéologique (lutte des idées). Il est donc nécessaire de procéder à une étude historique pour savoir comment la France de 1973 en est arrivée là dans ces trois dimensions.

TRANSFORMATIONS POLITIQUES

Une société ne se comprend que dans un environnement international, et les années d'après-guerre sont particulièrement importantes pour appréhender l'évolution du monde.

D'abord l'imperium dyarchique (Etats-Unis-U.R.S.S.) dessiné à Yalta fait place à un monde qui tend à éclater : la Chine a rompu avec l'U.R.S.S., le Japon et l'Allemagne reprennent un rôle que l'on croyait effacé. Il se crée un **nouveau centre de gravité** du monde dans l'Océan Pacifique et le jeu politique et diplomatique s'y fait à quatre entre Chinois, Russes, Américains et Japonais. Ensuite la multiplication des nouvelles nations issues de la décolonisation donne naissance au **Tiers-Monde** dont la caractéristique est le sous-développement et dont les problèmes sont voisins, quelles que soient les différences de civilisation. Enfin, le **décollage économique de l'Europe occidentale** atteint successivement l'Allemagne, l'Italie et aujourd'hui la France, sans compter les liens établis par le Marché commun. L'Allemagne retrouve également sa puissance politique, ce qui n'est pas sans conséquence pour l'avenir.

La France vit dans ce contexte-là. L'économie, la politique, les mentalités françaises ont profondément réagi à tous ces événements. Evidemment la perte de notre Empire colonial change notre politique internationale comme elle nous crée de nombreux problèmes intérieurs. La négociation internationale se modifie en ce sens que l'Allemagne ou le Japon sont pour nous des interlocuteurs privilégiés, de même que les pays du Tiers-monde qui s'opposent aux prétentions hégémoniques des Grands.

En politique intérieure, les changements sont particulièrement profonds. A la Libération, De Gaulle ramène les partis qu'il pensait pouvoir brider mais sa tentative échoue et laisse place à l'incohérence de la IV^e République, elle-même à l'origine du 13 mai 1958 qui verra le retour de De Gaulle au pouvoir et la naissance de la V^e République. Il cristallise autour de lui un parti qui lui permettra d'instaurer un **régime de type présidentiel** qui subsiste aujourd'hui du fait de l'existence d'un syndicat électoral et d'un nouveau jeu politique qui implique pour celui qui veut « percer » de rentrer dans le jeu majoritaire. Car la classe politique a bien évolué !

analyse stratégique :

la société française

Il existe des terrains privilégiés pour nous. Nous pourrions faire des royalistes car si le projet royaliste leur apparaît comme une utopie, ils le voient comme une réalité.

LE PROJET INDUSTRIEL

La France, à la suite des Etats-Unis et en même temps que certains pays d'Europe occidentale, est entrée dans une ère économique d'abondance au milieu des années 50. Sortant de la pénurie consécutive à la guerre, elle s'insère progressivement dans la **société de consommation**. D'où de profonds changements dans les domaines économiques et politiques.

Vichy avait déjà, au milieu d'aspects très contrastés, présenté ce visage nouveau qui est celui de nos Etats modernes : le pouvoir des spécialistes ou technocratie. La Libération a accentué le phénomène grâce au **Plan** qui, sans être aussi rigoureux qu'en U.R.S.S., va transformer sous l'impulsion des techniciens le visage même de l'Etat. Déjà l'incohérence parlementaire avait donné le pouvoir aux bureaux et aux cabinets ministériels. La V^e République renforce la tendance en donnant des postes ministériels à des technocrates issus de l'E.N.A. et la classe politique va s'en trouver profondément modifiée. Les technocrates conquièrent en partie les vieux appareils.

Le **système Pompidou**, de Gilles Martinet, explique très bien la V^e République par la **conjonction entre les technocrates et le phénomène majoritaire**. Le gaullisme, puis le pompidolisme, permettent aux technocrates de mettre en place un projet industriel qui donne des résultats puisque la France atteint aujourd'hui un rang honorable vis-à-vis des grandes puissances industrielles.

Parallèlement à cette évolution des structures de l'Etat, celles de l'économie changent beaucoup. La grande entreprise joue un rôle déterminant. De la même façon que les techniciens se sont substitués aux vieux routiers de la politique, les « **managers** » ont remplacé les patrons héréditaires. Passé par les grandes écoles d'administration et de commerce, un personnel aux préoccupations identiques, attaché à la réussite du système industriel, s'impose aux leviers de l'Etat et de l'économie, travaille de concert.

CHANGEMENT DES MENTALITES

Cet essor de l'économie française change profondément les mœurs et les mentalités de la société. L'abondance donne beaucoup de facilité, même si elle crée de nouvelles contraintes dans l'ordre de l'urbanisme, des transports ou de la pollution. Elle est d'abord source de richesses, de **loisirs** à travers les vacances ou les « week-ends » prolongés qui remodelent entièrement les mentalités des Français. Elle est aussi facteur d'une certaine **libéralisation des mœurs** commune aux sociétés prospères.

Sans compter la **révolution des mass-media** ! Mac Luhan nous montre comment la radio et la télévision ont resserré les limites du monde à un « **village planétaire** » avec les mêmes préoccupations, une unification et un modelage des mentalités. Les Français reçoivent chaque jour cette culture par la télévision et discutent le lendemain des mêmes thèmes. On ne peut comprendre la mentalité de l'homme d'aujourd'hui sans y faire référence.

QU'EST-CE QUE LE SYSTEME ?

Tous ces éléments politiques, économiques, ce qui concerne l'évolution des mœurs **s'imbriquent** dans un même système. Pourquoi ? Parce que nous avons franchi une étape de plus dans le sens de ce qui avait été prévu par Maurras dans **L'Avenir de l'Intelligence**.

Avec l'avènement de l'industrie, un nouveau monde se crée, pas seulement dans l'ordre des structures économiques et des bouleversements sociaux mais aussi dans celui des mœurs et des idées. Par exemple la littérature rentre dans le moule de la société industrielle en se mettant au service de l'éditeur qui lui-même a des impératifs d'argent et rentre dans la rationalité économique.

La même analyse s'applique aujourd'hui à la société post-industrielle : **c'est l'entrepreneur, marchand des temps modernes, qui a pris le pouvoir**. L'ancien régime connaissait une société d'ordres : les « orateurs », qui priaient, les « bellatores » qui faisaient la guerre et défendaient le pays, les « laboratores » qui travaillaient, et la société ne pouvait s'expliquer que par l'ensemble de ces ordres couronnés par une autorité arbitrale dont l'origine était certes féodale, mais qui s'était dégagée de la féodalité pour assurer l'arbitrage monarchique. Tout cela a éclaté en 1789 avec la chute du roi. La société est devenue une jungle dominée par l'« or » c'est-à-dire les grands capitaines d'industrie et les banquiers du XIX^e siècle qui ont remodelé entièrement la planète. Aujourd'hui, ce sont les technocrates et les nouveaux hommes d'affaires qui refaçonnent le monde. Au XIX^e siècle et au début du XX^e, l'« or » tenait toute la société, l'Etat et l'Intelligence. **Aujourd'hui les auteurs du projet industriel tiennent le pouvoir en subordonnant à leur tour l'Etat et l'Intelligence.**

Dans la société d'ancien régime, le pouvoir « **magistériel** », qui consiste à éclairer les intelligences sur le monde, sur l'homme et sur son destin, appartenait aux « **clercs** ». Aujourd'hui encore ! C'est le philosophe, le religieux, Lévi-Strauss ou Michel Foucault, Jean Daniel ou Françoise Giroud. Mais quelle est la grande différence ? L'intelligence est désormais entièrement sous la férule de l'« or ». Pour se faire éditer, pour passer par les médias, **il faut être accepté par le système.**

Ce système, heureusement, a ses contradictions : entre les hommes qui sont au pouvoir, entre le pouvoir et la société industrielle, au sein même de la société industrielle.

Bien sûr, mais **ce système est très fort parce qu'il recèle un dynamisme extraordinaire**, parce qu'en dépit de toutes les contestations, de tous les mouvements et grèves sauvages, la machine tourne très bien, aux Etats-Unis comme en France.

Pourquoi ? Parce que ce système s'est subordonné des personnes qui jouent d'autant plus facilement le jeu de l'expansion qu'on les a conditionnées pour y dépenser toutes leurs énergies, toutes leurs qualités et que, servant l'expansion, elles se fassent plaisir, elles affirment

Française en 1973

la stratégie royaliste.
chez les cadres, les techniciens et les jeunes
la réponse à leurs aspirations fondamen-

toute leur volonté de puissance. Cela donne au système une **puissance prodigieuse**.

On ne peut s'abstraire de ces données pour comprendre la société de 1973. Mais cette société comporte des faiblesses qu'il nous faut connaître pour indiquer la voie la plus facile vers la prise du pouvoir.

LES CONTRADICTIONS DU SYSTEME INDUSTRIEL

Cette société recèle un certain nombre de contradictions, d'abord **au niveau de l'Etat** puisque le pouvoir politique, soumis à l'élection, peut être renversé par un mouvement d'opinion.

Puis, au niveau économique. La société d'abondance satisfait de moins en moins les gens parce qu'ils se découvrent des besoins plus fondamentaux et qu'ils **se rebellent contre les aliénations nouvelles de la société industrielle**. C'est le phénomène du « ras-le-bol » auquel il faut pourtant donner un correctif. Peut-il de ses propres forces venir à bout du système ? Cela paraît très douteux.

Les « managers », habiles et intelligents, ont parfaitement compris comment la machine pourrait se gripper si par exemple ils n'étudiaient pas sérieusement le problème de la pollution, de l'urbanisme, des transports, mais aussi, du moins dans les grandes entreprises françaises et multinationales, le problème de l'art de vivre. Cela signifie que le pouvoir du « manager » est d'un totalitarisme effréné et qu'il prétend même régir la vie quotidienne, personnelle, des employés et des cadres pour que l'entreprise devienne la cellule fondamentale de la société, la providence universelle au sein de laquelle on travaillera mais aussi où par exemple se prendront les loisirs. Ce despotisme est d'autant plus fort que loin d'être grossier, il utilise toutes les ressources de la psychologie et de la sociologie modernes.

Autre faiblesse : ce système est **incapable de résoudre le problème de l'enseignement**, de la formation des esprits. C'est l'immense question de la faillite de l'université moderne et de la production d'un prolétariat intellectuel de « mendiants lettrés », de l'extension folle d'un enseignement conduisant à des voies de garage y compris par le chômage des diplômés.

Le système, et ceci est une faiblesse grave, est aussi **incapable de donner une finalité globale à la société**. Il est très beau de vouloir que tout le monde participe au banquet des richesses, mais si la société n'a pas d'autre but, elle risque de se précipiter vers d'autres voies. Les marchands ayant refoulé le pouvoir des « clercs » et des grandes forces spirituelles, l'ésotérisme, la magie renaissent sous la forme d'un nouveau sacré y compris celui des religions séculières du XX^e siècle, hitlérisme, stalinisme ou maoïsme, avec un dogme, une morale, des rites, une liturgie. C'est Nuremberg ou les revues de la Place Rouge. Tout cela signifie d'une certaine façon le **rejet de la société industrielle**. D'ailleurs il y a un parallèle saisissant entre la jeunesse allemande des an-

nées 30 et la jeunesse française de 1973 : retour à la nature, refus des contraintes, libéralisation des mœurs, mouvement communautariste, départ à l'aventure sur les routes, même phénomène d'anarchisme. Cela s'explique par le fait que la société industrielle n'est pas capable par ses propres énergies de donner une finalité, un sens, un sacré nécessaire à toute vie sociale.

Il existe d'autre part au sein de notre société des **contestataires** non gauchistes, par exemple à la C.F.D.T., qui sont à la **recherche de pouvoirs**. Le sens et le succès du slogan « auto-gestion » est là : on veut des responsabilités dans le cadre de l'entreprise, dans le cadre de la production. C'est vrai aussi au niveau des « cadres », réalité complexe comprenant aussi bien les hommes proches des décisions, au plus haut niveau que les cadres subalternes : mais s'ils sont enfants chéris du système du fait des salaires quelquefois élevés, ils sont mécontents parce que dans l'ordre des responsabilités, du pouvoir effectif, de la propriété et de la considération sociale, ils ont l'impression d'être lésés. Le technocrate, lui, a le pouvoir, le prestige, et souvent les plus-values que lui donne son titre de propriété.

Ce mécontentement est également vrai au niveau de la « nouvelle classe ouvrière » composée des techniciens, qui ont la compétence technique perdue par les O.S. et qui veulent avoir une responsabilité à la mesure de leur compétence. Mais là aussi le système se défend bien dans la mesure où les méthodes du « management » et de la direction participative par objectifs récupèrent un certain nombre d'aspirations à la responsabilité et au pouvoir.

PREMIERES CONCLUSIONS

Nous nous opposons à un système qui donne le pouvoir aux marchands modernes, c'est-à-dire aux entrepreneurs et aux technocrates qui modèrent la société selon le profit et la rationalité économique. Nous sommes monarchistes parce que la monarchie est l'institution qui subordonne la richesse du marchand et le pouvoir du technicien à une autorité politique, mais aussi parce qu'elle a permis la civilisation française avec une société d'ordres qui voyait les richesses se produire et en même temps l'intelligence s'épanouir, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui. Face à cette société, que nous contestons radicalement, **nous proposons une alternative : la société monarchique**.

Toute stratégie repose d'abord sur des motivations essentielles qui constitueront le ressort de notre combat : **détruire la société technocratique pour reconstruire une France monarchique où pourra s'épanouir une véritable civilisation**. Si nous entraînons des Français actifs, ce sera pour leur faire partager cette conviction révolutionnaire qu'il faut changer la société actuelle pour parvenir à recréer un art de vivre.

Mais quels seront nos alliés ? Qui sont au juste ces Français actifs dans la France de 1973 ?

CONQUETE DE L'INTELLIGENCE

Si, comme nous l'avons vu, la société post-industrielle se caractérise par une carence fondamentale au niveau des finalités proprement humaines, il sera primordial pour l'**Intelligence** de reconnaître la nature de cette carence, ses causes, de les dénoncer tout en développant un contre-projet éclairé par les vraies finalités humaines. L'Intelligence nous paraît ainsi comme la principale force contestataire, la plus puissante, la plus irréductible.

D'où notre option **conquête de l'Intelligence**, qui ne signifie pas seulement conquête des mass-media, mais aussi élaboration d'un corpus doctrinal, d'un projet capables d'entraîner les convictions. Il s'agit d'être suffisamment fort pour lutter contre les religions séculières nouvelles qui risquent de combler le vide des esprits et des cœurs, d'entraîner la révolte sur des voies terriblement périlleuses. C'est tout l'enjeu de la conquête des esprits pour que se forme cette indispensable minorité dynamique ayant fait sa réforme intellectuelle et morale.

COUCHES NOUVELLES

Il nous faut également nous tourner vers ces couches nouvelles qui sont au plein cœur de la société post-industrielle, tout en contestant les structures, les pouvoirs et la rationalité technocratiques.

— **Les cadres** sont à la fois les enfants chéris du système et ceux qui en ressentent le plus fortement les faiblesses. Leurs salaires élevés, ils les paient au prix fort avec le surmenage, les heures supplémentaires. Leurs responsabilités ? Elles sont très limitées. De même leur participation au capital de l'entreprise.

— **La nouvelle classe ouvrière**, formée de techniciens de haute compétence, fait prévaloir des revendications qualitatives et autogestionnaires comme les cadres.

— **La jeunesse des années soixante-dix**, parce qu'elle n'est pas encore engagée dans les responsabilités familiales et professionnelles et garde intactes sa sensibilité et ses facultés de révolte. Et puis la faillite de la machine universitaire ne peut manquer de provoquer périodiquement de véritables frondes lycéennes et étudiantes.

Il y a donc des terrains privilégiés pour la stratégie royaliste. Nous pourrions faire des royalistes chez les cadres, les techniciens et les jeunes si le projet royaliste leur apparaît comme la réponse à leurs aspirations fondamentales. Il s'agit de conquérir les plus actifs, ceux qui pourront acquiescer une volonté authentiquement révolutionnaire.

Nous y parviendrons pourvu que nous sachions nous tenir sur le bon terrain, faire preuve de persévérance et employer les moyens adaptés.

Propos recueillis
par Michel GIRAUD.

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

RESTAURATION NATIONALE
Edité par la S.N.P.F.

17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone : 742-21-93

Abonnement un an : 45 F
Abonnement de soutien : 100 F
C.C.P. N.A.F. 642-31

Directeur de la Publication :
Yvan AUMONT

Imprimerie abexpress
72, rue du château-d'eau paris 10^e

la bataille de paris

Le rapport de la D.A.T.A.R. condamne le gigantisme parisien comme désastreux pour la capitale elle-même.

La querelle autour du poids écrasant de Paris dans l'ensemble national, pendante depuis plus d'un siècle, vient d'être relancée par un rapport explosif, rédigé à l'initiative de la D.A.T.A.R. (1) par un groupe de travail. Mais ce rapport n'attaque pas seulement le gigantisme de Paris parce que nuisible au développement de la province, il l'estime désastreux avant tout pour la capitale elle-même.

DECLIN DE PARIS

Les auteurs ne mâchent pas leurs mots : « *Paris fut la capitale de l'Europe, et peut-être du monde. Elle n'est plus ni l'une ni l'autre. Au début du siècle encore, la primauté de sa vocation internationale n'était pas contestée. Elle l'est aujourd'hui.* »

Notre capitale n'a plus son pouvoir de fascination. En matière de création culturelle tout d'abord, elle a perdu son rôle prédominant au profit de Londres. De même les grandes banques, les assurances, les firmes multinationales s'installent plus volontiers à Bruxelles, Londres, Francfort ou Düsseldorf qu'à Paris. Il en va de même pour les sociétés soviétiques de commercialisation, malgré la politique française d'ouverture à l'Est. Ainsi le rêve de faire de la région parisienne une grande région à l'échelle du Marché Commun, cher à M. Delouvrier, débouche sur une cruelle désillusion.

Pourquoi cet échec ? Les auteurs l'expliquent en déclarant : « *Ce qui fait l'attraction internationale d'une ville, ce n'est plus seulement, ni même précisément, sa puissance économique, sa taille ou sa situation géographique, mais le cadre de vie qui lui est attaché... Or Paris a choisi de sacrifier ce cadre de vie.* »

Sous prétexte de faire de Paris une ville fonctionnelle, on en a fait une cité inhabitable. C'est ainsi que les arrondissements centraux de Paris intra-muros, voués quasi exclusivement aux bureaux, prennent l'allure d'une ville morte le soir et les dimanches. C'est ainsi que le Front de Seine est peu à peu défiguré par les immeubles-tours qui y sont construits. C'est ainsi que le nombre des ouvriers, commerçants et artisans, parce qu'ils sont chassés vers la banlieue, a diminué de 20 % entre 1954 et 1968. Et le proche avenir est sombre. Grâce à l'interconnexion des réseaux S.N.C.F. et R.A.T.P., avec plaque tournante du Châtelet et par le biais du projet de cité financière qui est lié à cette opération, la déstructuration de Paris va s'accroître.

Dans le même temps la concentration de bu-

reaux au cœur de la capitale pose des problèmes de circulation inextricables. Si Paris-ville n'a plus que 2,5 millions de résidents contre 3 millions voici vingt ans, elle a 5 millions de personnes aux jours et heures ouvrables ! Quant à l'engorgement téléphonique, il est devenu légendaire.

QUELS REMEDES ?

Pour enrayer le « déclin » de Paris, les membres du groupe de travail proposent donc de « *réduire impérativement la surface globale occupée par des bureaux intra-muros* », de réglementer l'occupation des sols avec rigueur. Enfin, ils demandent que l'espace soit mieux aménagé. Ce qui revient à « *cesser de construire à Paris comme à Détroit, protéger la ville contre tous les excès, y compris ceux de l'automobile ; sauvegarder chacun de ses traits dignes de respect ; promouvoir des expériences architecturales ; faire place aux sports, aux arbres, aux fleurs. Et même aux enfants !* »

Mais surtout, le rapport propose que soit bloqué le développement de la région parisienne. Proposition explosive !

ARRETER LA CROISSANCE DE PARIS

On comprend dès lors que le préfet de la région parisienne, M. Doublet, ait violemment réagi en lisant le rapport. Contrairement à son prédécesseur, M. Delouvrier, M. Doublet ne souhaite pas forcer la croissance du grand Paris. Il souhaite simplement aménager la croissance naturelle (excédent des naissances sur les décès) en organisant des conditions de travail et de vie supportables pour les habitants. Mais à partir du moment où l'on choisit d'arrêter complètement cette croissance, on ne peut le faire qu'au prix de mesures draconiennes et souvent douloureuses.

Comme M. Doublet le déclarait au *Monde* (2) : « *Cela veut dire qu'il faut arrêter totalement les immigrations d'étrangers au risque inéluctable de bloquer le fonctionnement de certains services publics et de certaines professions. Cela veut dire la remise en cause totale des objectifs économiques et sociaux du VI^e Plan qui supposent la croissance raisonnée de la région parisienne. Cela suppose un coup d'arrêt violent aux investissements des entreprises avec toutes les répercussions qu'un tel état implique. Cela veut dire l'arrêt presque total des constructions de logements, ce qui entraîne des conséquences incalculables, notamment sur le plan social.* »

Nul n'ignore en effet qu'arrêter la croissance de Paris signifie une véritable révolution qui met en jeu les habitudes, l'accueil de la province,

la fin du rêve insensé qui voudrait résoudre le problème posé par le monstre parisien en utilisant de simples remèdes techniques, dans le cadre d'une politique draconienne en matière de transports par exemple. Non ! Le mal est profond.

La faiblesse des pôles d'attraction provinciaux fait que l'on continue de « monter » à Paris même si l'on souffre ensuite de la démesure de la vie parisienne. D'ailleurs, chaque fois que l'on tente de développer de nouvelles infrastructures parisiennes pour améliorer le confort des habitants, on crée un appel d'air qui engorge la région : il n'y a qu'à voir comment les grands ensembles ont proliféré à Sucy-en-Brie et à Boissy-Saint-Léger dès que ces villes ont « bénéficié » du R.E.R.

Mais les remèdes nécessaires et douloureux que suppose une politique de réduction à l'échelle humaine de Paris pourront-ils être appliqués par un pouvoir fondé sur l'élection ? Une telle médication ferait trop de mécontents dans l'immédiat, léserait trop de situations acquises, dérangerait trop d'habitudes pour qu'un régime qui a toujours à l'horizon une élection législative ou présidentielle se risque à l'essayer.

Arnaud FABRE.

(1) Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale.
(2) In *Le Monde* du 29 mai 1973.

naf an 03

L'opération se termine dans dix jours. Très nombreux sont encore les lecteurs qui ne nous ont fait parvenir aucun abonnement nouveau. Leur aide et leur participation est indispensable pour que nous puissions atteindre l'objectif fixé. Chaque lecteur de ces lignes doit dans la semaine qui vient nous faire parvenir un abonnement. Il est capital pour l'équilibre de notre journal de remplir cette obligation.

Je m'adresse également aux lecteurs de la N.A.F. qui ne sont pas eux-mêmes abonnés pour leur demander de le faire, participant par là-même à l'effort général qui est demandé à tous ceux qui sont attachés et intéressés par la N.A.F. L'ensemble de l'équipe dirigeante compte sur vous. Merci.

Yvan AUMONT.

BULLETIN D'ABONNEMENT A LA NAF-HEBDO

Je souscris un abonnement de six mois (25 frs) un an (normal 45 frs) soutien 100 frs

Nom

Prénom

Adresse

Profession

à retourner 17, rue des petits-champs, 75001 Paris, CCP: NAF 642.31 Paris

congrès c.f.d.t.

Le 36^e congrès de la C.F.D.T. qui s'est achevé dimanche dernier, va faire grincer à gauche un certain nombre de dents.

Edmond Maire, secrétaire général (dont le rapport a été adopté par 87,62 % des mandats), a nettement pris ses distances à l'égard du P.C. en déclarant : « Notre but est de faire accéder nos adhérents, et à travers eux la majorité de la population, à la conscience de l'émancipation collective. Le rôle de l'adhérent est donc essentiel. Notre ambition est à l'opposé de celle des organisations de type léniniste. Celles-ci visent avant tout à construire une avant-garde qui guide la masse dans la voie de la révolution. »

Quant aux gauchistes de la Ligue communiste, ils se sont vus reprocher de vouloir minimiser le rôle syndical durant les actions ouvrières.

On se croirait revenu au temps de la Charte d'Amiens lorsque la C.G.T. dénonçait alors le jeu parlementaire des partis de gauche. Visiblement, Edmond Maire n'aime pas les appareils des partis politiques.

P.S. et P.S.U. trouvent cependant grâce à ses yeux : « Notre évolution, ce que l'on peut savoir du prochain congrès du P.S., montrent que la convergence des forces autogestionnaires n'est plus une fiction. Des possibilités existent qu'il faut saisir, la confrontation que nous envisageons dans des colloques entre toutes les forces qui se réclament de l'autogestion devrait permettre d'avancer vers la définition d'un projet socialiste commun à toutes ces forces. »

Maire est en l'occurrence bien imprudent, car on peut être sceptique sur l'autogestion à la sauce du P.S. Maire a certes rappelé que le socialisme autoritaire et centralisé avait toujours coexisté avec le socialisme autogestionnaire, mais il s'abuse en parlant de l'alliance nécessaire entre les deux socialismes pour remporter toute victoire.

Si le P.S. fait une mainmise sur les forces vives du syndicalisme, nous aurons une C.F.D.T. satellite d'une social-démocratie renouée et moderniste, sorte de parti travailliste à la française. Dès lors le courant cédétiste sera intégré au système.

Mais si le P.S. rate sa tentative, il restera alors à savoir ce que la C.F.D.T. mettra dans son projet autogestionnaire qui, formulé en termes pour le moment très vagues, tient beaucoup des mythes égalitaires de l'anarcho-syndicalisme.

Il n'en reste pas moins que la résurgence de l'anarcho-syndicalisme au sein de la C.F.D.T. est un phénomène capital. Ce courant à mi-chemin entre l'utopie et la redécouverte des réalités du travail intéressait déjà Maurras lorsqu'il déclarait : « Expliquons le syndicalisme à ceux qui défendent la nation, expliquons la nation au syndicalisme. » Ce projet avorta avant la guerre de 1914. A nous de faire en sorte qu'il en soit autrement aujourd'hui.

Michel MAXENCE.

guide des relais routiers

Le Guide des relais routiers n'est pas le plus célèbre des guides, mais c'est un des plus sympathiques. Il ne bouleverse pas la hiérarchie des grands de la Restauration, mais il offre plus simplement et plus pratiquement le répertoire des quelques 4.000 établissements titulaires du « Panonceau bleu et rouge », symbole de cuisine simple à prix modéré (de 8 à 13 F). En ces temps d'inflation, voilà qui n'est pas négligeable. Cent-vingt d'entre eux, que je vous recommande plus particulièrement, ont reçu la « casserole », signe distinctif des

Relais qui proposent des spécialités régionales ou de vieilles recettes familiales.

En cette curieuse époque où M. Borel nous impose sa loi et son quasi-monopole au long des autoroutes, je crois qu'il est d'une saine réaction de fréquenter ces relais où l'accueil, la qualité et le prix ne doivent rien à l'« américain way of life ».

P. V.

Guide des relais routiers : 12 F.

En vente librairies Hachette et dans de nombreux relais.

ARSENAL - JUIN 1973

(Sommaire)

CIBLE

Des révoltes qui marquent notre société depuis cinq ans constituent manifestement l'indice d'une crise profonde. Peuvent-elles apporter une quelconque solution ou sont-elles appelées à n'être que des explosions de colère sans lendemain ?

THEME

Défense nationale une expression qui a fait carrière, une réalité contestée tant dans sa forme que dans son principe. Pourtant de l'analyse de la situation internationale, des bouleversements entraînés par la guerre moderne, de la place de la France dans le monde surgit une idée-force, l'obligation de défense. De même est-il indispensable de décrire, sans passion la conception actuelle de défense nationale, c'est-à-dire la défense en action. Enfin, l'examen de l'actuel Service national peut amener à prendre position sur la contestation dont il a été récemment l'objet.

IDEES

« Les biologistes devant la faillite du réductionnisme » par un jeune philosophe qui dresse avec objectivité le constat d'un échec lourd de conséquences.

TENDANCE

Jacques Maritain : l'analyse de l'œuvre du grand philosophe catholique récemment disparu.

ENTRETIEN

Le général Baudoin, secrétaire-général de la « Commission Armées-jeunesse », parle du rôle et de la condition de l'officier dans l'armée d'aujourd'hui.

LIBRES-PROPOS

Par un spécialiste de la lutte pour la protection de la nature, une étude sur les « nuisances et la pollution » et les moyens d'y faire obstacle.

RÉUNIONS

I.P.N.

Vendredi 8 juin à 17 h 45, dans les locaux de la N.A.F., réunion-débat avec Arnaud Fabre sur le thème : « Faillite des idéologies, de Marx à Nietzsche ». Cet enseignement s'adresse en priorité aux cadres et aux militants parisiens. Il s'inscrit dans un cycle de cinq conférences dont les thèmes sont donnés chaque semaine dans le journal.

LYCEENS DE PARIS

Tous les mercredis une permanence est assurée à l'intention des lycéens de 15 h à 17 h. Elle se tient dans les locaux de la N.A.F.

Le mercredi à 20 h 45 : cercle d'études. Pour tout renseignement concernant ce cercle, s'adresser à la permanence.

NANTES

Vendredi 15 juin, à 21 h, conférence de Gérard Leclerc au Central-Hôtel, 4, rue du Couédic.

SAINT-GERMAIN - SECTIONS DE BANLIEUE-OUEST

Mercredi 6 juin à 21 h, chez M. Marc Fillol, 27, rue de Lorraine, Saint-Germain, 3^e étage, escalier dans la cour. Réunion sur le thème : « Quelle action locale et municipale ? ». Avec Y. Aumont et J. Broquet.

VAL-D'OISE

L'arrivée de cadres nouveaux permet aujourd'hui de réorganiser les sections du Val-d'Oise. Tous ceux qui désirent participer aux actions en cours sont priés de venir à la réunion d'organisation le vendredi 15 juin, à 21 heures, 8, av. Schaeffer à Deuil-la-Barre.

GAZETTE DU VAL-DE-LOIRE

Le numéro 2 de cette revue bimestrielle régionaliste est paru. Au

sommaire : dossier avortement avec des interviews de Mgr Goupy, évêque de Blois, de médecins, de prêtres — Jeanne d'Arc : héroïne pour demain ? articles de Mlle M.-M. Martin et de Gérard Leclerc. Abonnement 10 F, soutien 25 F. Spécimen sur demande (se réclamer de la N.A.F.) contre 1 F en timbre. B.P. 49, Rives-du-Cher, 37004 Tours, Cédex.

CAMP NATIONAL 1973

Le camp national se tiendra dans la deuxième quinzaine de juillet. Il a pour but de donner une formation de base aux nouveaux adhérents et d'enrichir la formation des plus anciens. Il s'adresse surtout aux 15-25 ans, sans toutefois que cette « fourchette » constitue une limite impérative, en particulier pour les militants isolés et pour l'encadrement.

Les dates du camp sont les suivantes : du vendredi 20 juillet au soir au lundi 30 juillet au matin, il se tiendra dans l'ouest de la France. Retenez ces dates.

Prix du camp : pour les inscriptions parvenues avant le 10 juillet, 150 F ; passé cette date, 170 F.

MIDI-PYRENEES

La Fédération Languedoc Midi-Pyrénées organise un camp de propagande dans la région sétoise du 2 juillet au 8 juillet inclus. Ce camp quelque peu innovateur aura pour but de faire connaître notre mouvement dans la région par des actions appropriées. Les frais de séjour sont de 140 F pour les inscriptions nous parvenant avant le 20 juin. Passé cette date, les frais sont de 180 F. Il est possible de ne participer qu'à une partie du camp. Nous espérons que les militants de toutes les régions seront nombreux à s'inscrire à Marc Vandessende, 9, rue Dalayrac, 31000 Toulouse, ou Philippe Ricalens, 2, rue Benjamin-Constant, 31400 Toulouse.

mouvement royaliste

le déclin financier des états-unis

La chute libre du dollar traduit davantage une crise grave de l'économie américaine qu'elle ne manifeste les manœuvres des spéculateurs. Ces phénomènes résultent de causes extrêmement nombreuses qui pourraient se résumer en une seule : les Etats-Unis dépensent beaucoup plus qu'ils ne produisent. Ce genre de vie, ils le pratiquent depuis longtemps en payant le reste du monde en monnaie de singe, c'est-à-dire en dollar-assignat (1). Aujourd'hui les échéances se rapprochent : les gouvernements américains voudraient les fuir en niant la réalité. Une illusion aussi malsaine que *malhonnête* les pousse à vouloir faire cesser leur fièvre en cassant le thermomètre, en bref à tenter de détruire l'économie du Marché Commun qui leur remonte, de façon cuisante, tout le retard qu'ils ont pris.

Pour aboutir dans cette besogne de sabotage, ils disposent d'une aide non négligeable, celle des *larbins* (2). Mais l'expérience montre que les larbins sont beaucoup moins dangereux à partir du moment où leur livrée apparaît sous leur veston. Leur race se divise en deux grandes variétés : les larbins continentaux et les larbins insulaires.

On se souvient du bon M. Spaak qui offrit, aux « larbins » du continent, leur plus belle illustration : dans sa longue carrière, ce social-démocrate donna souvent l'impression de représenter en Belgique des intérêts étrangers à son pays.

Appartiennent eux aussi à cette catégorie bien patibulaire l'excellent M. Luns, des Pays-Bas (à qui l'on reprocherait moins ses réactions systématiquement anti-françaises que son indifférence permanente à l'égard des réalités) et quelques honorables journalistes de France qui soutiennent toutes les thèses américaines, indépendamment des faits, sans le moindre examen.

LES LARBINS INSULAIRES

Quant aux larbins insulaires — et nous entendons ici les îles britanniques — ils ressemblent aux continentaux dans la mesure où ils sont, eux aussi, plus remuants que nombreux. On les rencontre souvent dans les feuilles financières qui se prétendent « internationales », c'est-à-dire qui représentent, au sens strict du terme, les intérêts nationaux américains. Pour ces braves gens, la France indépendante n'existe plus. En conséquence, la Grande-Bretagne n'a désormais de vraie représentation diplomatique, sur le continent, qu'à Bruxelles. Le proconsul se nomme Sir Christopher Soames.

Les observateurs ont vite compris que Sir Christopher ne représentait guère la Grande-Bretagne, encore moins l'Europe. Pour l'ambition, le personnage rêve d'être le maître d'hôtel de la valetaille européenne ; pour la voix, il s'agit simplement d'un ventre, celui du ventriologue américain qui feindrait le dialogue en échangeant des répliques avec lui-même (3).

Si les larbins aiment d'ordinaire aller au secours de la victoire, ils doivent être aujourd'hui bien contrits, tant les Etats-Unis étalent de faiblesses : au déficit commercial, à l'effritement du dollar, s'ajoute depuis un mois ce que la revue *Newsweek* (4) nomme « l'érosion de l'influence présidentielle ». Il y a plus, le même hebdomadaire rapporte que les Soviétiques s'inquiètent : si M. Nixon continue de s'affaiblir politiquement, il ne pourra s'entendre avec eux, comme ils l'entendaient, au détriment des pays du monde libre. Il n'est pas déplaisant de voir ces calculs cyniques si rapidement déjoués.

LE DECLIN

Dans un article plein de mélancolie, M. Henry C. Wallich envisage le jour où les Etats-Unis cesseraient d'être le pays le plus riche du monde :

« (...) Nous exigerons des hausses de salaires plus importantes que ne le permettront les gains en productivité. Nous essayerons d'élever notre niveau de consommation en faisant des coupes sombres dans nos réserves, rendant ainsi la croissance encore plus lente. Nous nous opposerons à l'augmentation des impôts avec plus de ténacité et nous priverons le secteur public des fonds qu'il requiert pour agir sur la misère, l'environnement, l'instruction et la défense (...) Notre rôle international déclinera (...) » (5). Constatons que l'auteur emploie le futur pour des processus déjà entamés.

« L'Etat le plus protectionniste du monde fait la guerre à nos défenses industrielles, commerciales et agricoles. L'Etat le plus nationaliste du monde enseigne non moins évidemment le nécessaire dépassement des (autres) nations. Enfin, le système politique le plus canaille qui soit, et d'autant plus canaille qu'il fait la morale à l'univers étonné, réussit encore à se donner pour modèle à quelques Européens ou Français, d'aventure moins désireux de rester eux-mêmes qu'envieux de singer une vigueur si démocratique. »

Philippe de Saint-Robert,
(Le Point, du 14 mai 1973.)

Il faut bien dire que ces faiblesses indiscutables s'accompagnent d'une impudence déconcertante : car enfin M. Nixon, comme la Perrette de la fable, suppose tous les avantages du pot au lait européen. Si par la trahison des partenaires de la France il parvenait à annuler les avantages commerciaux européens, il infligerait à l'Europe des « traités inégaux » comme l'Angleterre et la Russie en imposèrent à la Chine au XIX^e siècle. Du même coup — et comme

auparavant — les Etats-Unis seraient d'autant plus riches qu'ils ruineraient plus de monde. En effet ils prêteraient généreusement des florins hollandais aux Soviétiques ; ils avanceraient des francs belges et luxembourgeois à la Chine ; ils répandraient des francs français pour réparer les destructions causées par leurs armes au Vietnam du Nord ; ils raffermaient les intérêts de tous ces prêts généreux consentis avec les ressources qu'ils ne possèdent pas, et ils se réserveraient bien entendu un droit de regard sur le principal. Le tout permettrait joliment de perpétuer l'imposture au prix d'une collection d'escroqueries.

Mais, dira-t-on, en compensation de cet agréable « hold-up », les Etats-Unis assurent la défense de l'Europe. Ce qui est clair, si cela était vrai, c'est qu'ils assureraient leur propre défense. L'Europe toute entière esclave du monde communiste, on n'imagine guère ce qu'il resterait de liberté américaine. On sait d'autre part, selon les plus hautes autorités américaines, que la riposte atomique massive n'interviendrait qu'après bien des coups reçus.

En outre, il faudrait être amnésique pour oublier que les Etats-Unis ont combattu les intérêts des Pays-Bas, de la Belgique, de la Grande-Bretagne et de la France dans toutes les parties du monde — et même en Europe. A la thèse arrogante et somnambulique de M. Kissinger, selon qui l'Europe est une région livrée aux impérialistes, la thèse française doit être — sous peine de trahison — que les impérialismes trouveront leurs limites en se heurtant à l'Europe des patries.

PERCEVAL.

(1) Que l'on nomme parfois, curieusement, « euro-dollar ».

(2) Nous ne nourrissons aucune hostilité de principe contre une alliance américaine, à condition qu'elle soit conclue dans l'indépendance et qu'elle stipule et pratique la réciprocité.

(3) Quand le communiqué Heath-Pompidou parle d'accroître l'importance de la Commission de Bruxelles, on peut craindre le pire : il n'est question de rien d'autre que de grossir Sir Christopher.

(4) *Newsweek* du 28 mai 1973.

(5) *Ibid.*

après reykjavik

M. Pompidou gère la France comme une banque c'est-à-dire avec pragmatisme mais sans imagination.

un Président américain a accepté de rencontrer en territoire neutre un Chef d'Etat français, Chef d'Etat qui fait figure — malgré les cris de rage de la presse anglaise — de leader européen. L'Allemagne s'est mise en effet « sur la touche » à cause de son *ostpolitik* ; l'Italie est en pleine anarchie parlementaire ; quant à l'Angleterre, elle n'est pas parvenue à se dégager de la tutelle américaine.

Voici seize ans, le Président Eisenhower venait directement à Paris dicter au gouvernement de la IV^e République ce qu'il devait faire. M. Nixon est maintenant obligé de prendre des formes car la France n'est plus, reconnaissons-le, le 51^e Etat américain. Ce n'est pas nous qui nous en plaindrons.

La négociation a débouché sur une impasse : c'était prévisible. L'Amérique ne songeait qu'à une chose : obtenir le désarmement commercial de l'Europe en faisant un chantage à la protection militaire. Autrement dit les Américains, dé-

barrassés du boulet vietnamien, veulent pouvoir nous livrer à leur aise la guerre économique.

Face à cela la réaction de M. Pompidou a été saine mais trop étreinte.

Saine : en bon banquier, M. Pompidou sait compter. Il n'admet pas que leur domination sur le système monétaire international fasse payer aux autres les conséquences de leur inflation. Il a donc mis comme préalable à toute reprise du Nixon Round un accord monétaire.

Trop étreinte : M. Pompidou gère la France comme une banque, c'est-à-dire avec pragmatisme mais sans imagination. Il est bien en peine de préparer une contre-offensive d'envergure en faisant de la France, sur tous les plans, le modèle et le phare des petites et moyennes nations face à l'U.R.S.S., aux U.S.A. et à la Chine. Il est peut-être utile de vendre des armes ou des *Concorde* aux pays d'Europe et du Tiers-Monde, mais cela ne suffit pas.

Il manque à la diplomatie française un dessein global hardi ; il lui manque aussi le prestige que le « charisme » du général lui avait un temps conféré et que seule une monarchie dotée de la durée pourrait lui rendre.

Paul MAISONBLANCHE.